

**Organe subsidiaire de conseil scientifique
et technologique****Organe subsidiaire de mise en œuvre****Dimension socioéconomique et dimension liée
à la sécurité alimentaire des changements
climatiques dans le secteur agricole****Rapport du secrétariat sur l'atelier****Résumé*

L'atelier de session sur la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole s'est tenu conjointement avec les Dialogues sur le climat 2020 relevant de la Convention. Des experts des Parties, des organisations internationales, du secteur privé, des organismes de recherche, de la société civile et des organes constitués au titre de la Convention ainsi que des agriculteurs ont présenté leur expérience ainsi que les enjeux et les obstacles liés à une transformation de l'agriculture qui tienne compte de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques, et ont participé à un débat approfondi sur les éventuelles retombées positives et synergies avec les multiples objectifs qu'impliquait une telle transformation. L'atelier a permis aux participants d'engager un dialogue sur les options qui permettraient d'accroître les synergies et la collaboration entre les parties prenantes, tout en soulignant que les agriculteurs devaient être au centre de tous les débats et de toutes les décisions se rapportant aux changements climatiques, notamment à leur dimension socioéconomique et leur dimension liée à la sécurité alimentaire, et à l'agriculture.

* Le présent document a été soumis après la date limite en raison des contraintes en matière de ressources humaines créées en partie par la pandémie.



Abréviations et acronymes

COP	Conférence des Parties
COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FVC	Fonds vert pour le climat
GES	gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
CKI	Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre
ONG	organisation non gouvernementale
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique
ODD	objectif de développement durable
SSP	Voie sociocéconomique partagée

I. Introduction

A. Mandat

1. La Conférence des Parties (COP) a demandé à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) d'examiner ensemble les questions relatives à l'agriculture, notamment dans le cadre d'ateliers et de réunions d'experts, en travaillant de concert avec les organes constitués au titre de la Convention et en tenant compte des vulnérabilités de l'agriculture aux changements climatiques et des démarches relatives à la sécurité alimentaire¹.

2. Le SBI et le SBSTA ont chargé le secrétariat d'organiser avant la vingt-sixième session de la COP, sous réserve que des ressources supplémentaires soient disponibles, six ateliers au titre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture², comme indiqué dans la feuille de route de Koronivia³. Ils ont invité les organisations admises en qualité d'observateurs à participer à ces ateliers.

3. Le SBI et le SBSTA ont demandé au secrétariat d'organiser, parallèlement à leur cinquante-deuxième session, le sixième atelier consacré à la dimension socioéconomique et à la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole. Ils l'ont également chargé d'établir un rapport sur l'atelier afin de l'examiner à leur cinquante-troisième session⁴. Ils lui ont demandé en outre d'inviter des représentants des organes constitués à contribuer aux travaux et à participer aux ateliers⁵.

4. Le SBI et le SBSTA ont invité les Parties et les observateurs à transmettre, par le portail des communications⁶, leurs vues sur le thème de l'atelier mentionné au paragraphe 3 ci-dessus⁷. Ils ont pris note des questions importantes qui concernent notamment les agriculteurs, l'égalité entre les sexes, les jeunes, les populations locales et les peuples autochtones, et ont engagé les Parties à en tenir compte dans le cadre de leurs communications et des ateliers liés à l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture⁸.

B. Mesures que pourraient prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre et l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

5. Le SBI et le SBSTA voudront peut-être étudier le présent rapport, au moment d'examiner l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture et d'établir un rapport à présenter, à la vingt-sixième session de la COP, sur l'avancement et les résultats des travaux, ainsi que sur les futurs thèmes possibles⁹.

II. Délibérations

6. En raison des circonstances liées à la COVID-19, l'atelier mentionné au paragraphe 3 ci-dessus a été organisé par le secrétariat selon des modalités virtuelles les 1^{er} et 2 décembre 2020. Il était ouvert à toutes les Parties et observateurs participant aux Dialogues sur le climat 2020 relevant de la Convention.

7. Au nom des Présidents du SBI et du SBSTA, la Rapporteuse du SBSTA, Marianne Karlsen (Norvège), a formulé des observations liminaires et a exposé en détail le mandat et

¹ Décision 4/CP.23, par. 1.

² FCCC/SBI/2018/9, par. 39, et FCCC/SBSTA/2018/4, par. 61.

³ FCCC/SBI/2018/9, annexe I, et FCCC/SBSTA/2018/4, annexe I.

⁴ FCCC/SBI/2018/9, par. 41, et FCCC/SBSTA/2018/4, par. 63.

⁵ FCCC/SBI/2018/9, par. 42, et FCCC/SBSTA/2018/4, par. 64.

⁶ <https://www4.unfccc.int/sites/submissionsstaging/Pages/Home.aspx..>

⁷ FCCC/SBI/2018/9, par. 43, et FCCC/SBSTA/2018/4, par. 65.

⁸ FCCC/SBI/2018/9, par. 40, et FCCC/SBSTA/2018/4, par. 62.

⁹ Conformément à la décision 4/CP.23, par. 4.

les objectifs de l'atelier. Elle a invité Monika Figaj (Pologne) et Milagros Sandoval (Pérou) à coanimer l'atelier.

8. L'atelier était divisé en quatre séances, comme suit :
 - a) Exposés des pays ;
 - b) Réunion-débat d'experts ;
 - c) Exposés sur les travaux menés par les organes constitués et les entités de financement ;
 - d) Débat en séance plénière.
9. Dans leurs observations sur l'organisation de l'atelier, les Parties se sont déclarées satisfaites des discussions de fond fructueuses qui avaient eu lieu, mais ont fait part de leurs préoccupations concernant les modalités virtuelles, qui portaient sur les points suivants : les problèmes de connectivité et de technologie, qui avaient empêché une participation complète et inclusive ; les difficultés de gestion du temps et de programmation compte tenu des différents fuseaux horaires, notamment lorsque le temps alloué à l'atelier avait été dépassé ; les obstacles à la coordination des groupes de Parties, autant d'éléments qui avaient pu avoir un impact négatif sur la participation effective des représentants à l'atelier.
10. On trouvera des informations complémentaires sur l'atelier, y compris le programme, les exposés présentés et les liens vers les enregistrements, sur le site Web de la Convention¹⁰.

III. Résumé des exposés

A. Exposés liminaires

11. Un expert¹¹ de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a fait un exposé liminaire sur une approche systémique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Environ 750 millions de personnes dans le monde étaient en proie à une grande insécurité alimentaire et nutritionnelle, qui était aggravée par la pandémie de COVID-19. Traditionnellement, les programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté avaient privilégié les interventions ciblant les exploitations agricoles afin d'augmenter l'offre alimentaire, négligeant ainsi l'importance des activités post-récolte telles que la transformation et le transport. Dans un système agroalimentaire de plus en plus mondialisé, les obstacles à surmonter pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle résultaient des diverses interactions entre échelles et niveaux et allaient au-delà des chaînes de valeur alimentaires.

12. La définition de la sécurité alimentaire donnée par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale couvrait non seulement l'accessibilité et les dimensions nutritionnelle et culturelle, mais aussi la stabilité et la durabilité pour les générations futures. Toutes les parties prenantes, à tous les niveaux, devaient prendre des mesures intégrées pour résoudre la question complexe de la sécurité alimentaire. Les solutions devaient cibler les causes profondes des comportements non durables, donner la priorité aux points de levier et s'attaquer aux contraintes importantes. Une approche inclusive consistant à évaluer l'impact potentiel des décisions et des interventions tout en réduisant au minimum les arbitrages et en augmentant les synergies était nécessaire pour parvenir à un développement durable ; elle permettrait d'élaborer des interventions intégrées et des programmes mieux alignés grâce à une collaboration entre les disciplines et les secteurs.

13. Un auteur principal¹² du GIEC a présenté les principales conclusions du chapitre sur la sécurité alimentaire du rapport spécial sur les changements climatiques, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de

¹⁰ <https://unfccc.int/event/koronivia-workshop-on-socioeconomic-and-food-security-dimensions-of-climate-change-in-the>.

¹¹ Maryam Rezaei.

¹² Prajal Pradhan.

gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres (ci-après le rapport spécial)¹³. Le fait que 821 millions de personnes dans le monde étaient sous-alimentées alors que 2 milliards d'adultes étaient en surpoids ou obèses démontrait que le système alimentaire actuel produisait des inégalités. En outre, le système alimentaire était soumis à la fois à des facteurs de stress non climatiques et aux changements climatiques ; la hausse des températures, la modification des régimes de précipitations et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes influençaient déjà sur la sécurité alimentaire. Cependant, l'ensemble du système alimentaire pouvait mieux s'adapter en optimisant et en transposant à plus grande échelle de nombreuses pratiques en matière d'adaptation. Le rapport spécial constatait que les risques liés au climat, y compris le taux d'augmentation de la température, pouvaient être influencés positivement ou négativement par des choix socioéconomiques ; le niveau de risque lié au climat dépendait également des voies socioéconomiques partagées (SSP) : le risque pour la sécurité alimentaire passait de modéré à élevé si le réchauffement global était compris entre 2,5 et 3,5 °C dans le SSP1 mais entre 1,3 et 1,7 °C dans le SSP3.

14. L'expert a souligné que l'agriculture, la production alimentaire et la déforestation étaient les principaux moteurs des changements climatiques, 25 à 30 % du total des émissions mondiales de GES étant imputables au système alimentaire. Il était possible d'adopter des pratiques liées à l'offre qui contribueraient à atténuer les changements climatiques en réduisant les émissions de l'agriculture et de l'élevage, en absorbant le carbone dans les sols et la biomasse et en diminuant l'intensité des émissions. L'adoption généralisée d'une alimentation équilibrée permettrait de réduire les émissions des systèmes alimentaires et d'améliorer les résultats en matière de santé, tandis que la réduction des pertes et du gaspillages de nourriture pourrait également aider à réduire les émissions et à accroître la sécurité alimentaire. Certaines options de gestion des cultures et du bétail pouvaient contribuer à réduire la pression sur les terres et pouvaient dégager des synergies en matière d'atténuation et d'adaptation et produire des retombées positives pour la santé, les moyens de subsistance et la biodiversité. Cependant, elles ne pouvaient être couronnées de succès que si les politiques, les marchés, les institutions et la gouvernance étaient en synergie.

15. Un expert¹⁴ du Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables a présenté un exposé sur les systèmes agricoles diversifiés et résilients dans l'optique de l'atténuation et de l'adaptation dans le domaine climatique. Il a précisé que l'agriculture conventionnelle du vingtième siècle, qui reposait sur l'uniformité et la simplicité, privilégiait les économies d'échelle et la spécialisation et utilisait la chimie pour nourrir et protéger les plantes, n'était pas durable. Les systèmes alimentaires étaient non seulement à l'origine d'un tiers environ du total des émissions mondiales de GES, mais aussi d'autres effets néfastes tels que la pollution, la perte de biodiversité, la dégradation des sols, la malnutrition et les inégalités, mais étaient également vulnérables aux changements climatiques et devaient s'adapter. Toutefois, les améliorations qui seraient progressivement apportées au système agricole ne suffiraient pas à permettre la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris ou des ODD ; les changements nécessaires étaient entravés par plusieurs blocages structurels, notamment la concentration du pouvoir dans l'industrie agroalimentaire et l'inadéquation des indicateurs de réussite dans l'agriculture.

16. L'expert a souligné qu'un changement de paradigme en faveur de systèmes diversifiés, résilients et durables s'imposait. Il faudrait pratiquer la co-innovation, en combinant les connaissances et innovations traditionnelles et celles des agriculteurs qui étaient compatibles avec les 10 éléments de l'agroécologie, afin de concevoir des solutions durables adaptées à la situation locale. Comme il avait été démontré, l'agroécologie permettait d'améliorer les revenus des agriculteurs et était bénéfique pour l'environnement et le climat en stimulant la biodiversité, en restaurant les terres dégradées, en accroissant le carbone stocké dans les sols, en augmentant la couverture arborée des terres agricoles grâce à l'agroforesterie et en améliorant les services écosystémiques tels que le cycle de l'eau et des nutriments et la pollinisation. La transformation du système agricole impliquait

¹³ GIEC. 2019. *IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse Gas Fluxes in Terrestrial Ecosystems*. PR Shukla, J Skea, E Calvo Buendia, et al. (dir. publ.). Disponible à l'adresse <https://www.ipcc.ch/report/srccl/>.

¹⁴ Emile Frison.

également la modification des relations sociales, l'autonomisation des agriculteurs, la création de valeur ajoutée au niveau local et la promotion de chaînes de valeur courtes reliant les consommateurs et les producteurs. Les indicateurs de réussite devaient également aller plus loin que le traditionnel rendement par hectare. Pour soutenir la transition, il était important de pratiquer la comptabilité en coûts réels, de subventionner les pratiques durables et de taxer les pratiques non durables, de promouvoir des chaînes de valeur courtes reliant les consommateurs et les producteurs, et de soutenir les agriculteurs pendant la période de conversion.

B. Exposés des pays

17. Des représentants de six pays ont fait des exposés dans lesquels ils ont répondu aux questions suivantes :

a) Quelle est l'expérience de votre pays dans la prise en compte de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole ?

b) Comment votre pays aborde-t-il les retombées positives et les synergies avec des objectifs multiples dans la prise en compte de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole ?

c) Comment votre pays fixe-t-il les objectifs et mesure-t-il les progrès accomplis dans la prise en compte de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole ?

d) Quelles sont les difficultés auxquelles votre pays fait face dans la prise en compte de la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole, et comment l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture et les organes constitués au titre de la Convention peuvent-ils aider à surmonter ces difficultés ?

18. Un représentant du Brésil a décrit l'expérience que son pays avait acquise dans la promotion d'un système agricole durable qui contribuait à la sécurité alimentaire et au développement socioéconomique. Le Brésil était un pays importateur de produits alimentaires dans les années 1970 et 1980. L'agriculture de précision et les technologies scientifiques avaient permis de réaliser des gains de productivité et de réduire de 50 % le prix des denrées alimentaires, ce qui avait rendu celles-ci accessibles et contribué à la sécurité alimentaire, au développement durable et à la hausse des revenus des agriculteurs. Alors que la productivité avait augmenté de 386 %, la surface agricole n'avait cru que de 83 %, ce qui avait permis de préserver 120 millions d'hectares de forêt. Pour y parvenir, le Brésil avait investi dans des politiques publiques pertinentes et dans des technologies fondées sur la science, et avait favorisé une agriculture durable reposant sur l'intensification durable, l'innovation technologique, l'adaptation aux changements climatiques et la conservation des ressources naturelles. Il avait l'intention de poursuivre sur cette voie et d'exploiter les possibilités de coopération, d'échange de connaissances et d'appui multilatéral comme autant de stratégies clés visant à atteindre les objectifs du développement durable et de la sécurité alimentaire.

19. Deux représentants de l'Union européenne ont exposé les efforts que celle-ci déployait en faveur d'un système alimentaire plus durable sur le plan environnemental, social et économique. La pandémie de COVID-19 avait montré l'importance de posséder un système alimentaire robuste et résilient qui assurait des moyens de subsistance durables aux producteurs primaires et l'accès à un approvisionnement suffisant de nourriture à un prix abordable pour la population. Le système alimentaire, qui était menacé par la fréquence croissante des sécheresses et des inondations et par de nouveaux parasites, devait être rendu plus durable et plus résilient. La durabilité environnementale passait par la lutte contre les changements climatiques, la protection de l'environnement, la préservation de la biodiversité et la réduction des pertes et du gaspillage de nourriture. Pour la garantir, il était important que les agriculteurs et les pêcheurs aient un revenu plus équitable, que la transition soit juste

et que soient créés des opportunités économiques et des emplois. En outre, l'Union européenne participait à la coopération internationale destinée à soutenir la sécurité alimentaire dans les pays en développement, grâce à des approches qui permettaient aux parties prenantes de participer pleinement et efficacement à toutes les étapes des projets, et à prendre en compte le rôle, les activités et les besoins importants des femmes en tant que productrices d'aliments.

20. Un représentant de l'Inde a présenté l'agriculture indienne, qui était dépendante de la mousson. La variabilité saisonnière des précipitations du pays, tant en termes de quantité que de répartition, était étroitement liée à sa situation socioéconomique et touchait 70 % de la population. À mesure que la disponibilité des terres et de l'eau par habitant diminuait, on s'attendait à ce que la pression sur les ressources naturelles de l'Inde augmente : le pays aurait à produire davantage de nourriture sur une superficie essentiellement identique, mais avec moins d'eau, de nutriments, de combustible et de main-d'œuvre, et dans des conditions climatiques changeantes. En raison de sa diversité, de sa grande superficie, de ses ressources naturelles limitées, de ses variations climatiques saisonnières, de son économie essentiellement agricole et de sa population croissante, l'Inde était très vulnérable face aux risques climatiques. Le Gouvernement a considéré que les changements climatiques étaient un obstacle sérieux à la réalisation des objectifs de développement du pays et a conçu des plans d'action climatique et des indicateurs connexes, notamment pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé. L'adaptation était une priorité, 17 activités clés pour l'adaptation aux changements climatiques étant prévues dans l'agriculture. Les principaux défis que l'Inde entendait relever dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture étaient la conception de modèles de prévision météorologique et de technologies de gestion de l'eau, l'amélioration des capacités de modélisation climatique et l'aide aux agriculteurs concernant la mise en œuvre.

21. Un représentant de l'Afrique du Sud a expliqué que l'agriculture du pays était déjà soumise à des contraintes avant l'épidémie de COVID-19. Cette situation était due à plusieurs facteurs, dont : la sécheresse ; le manque d'inclusivité provenant d'obstacles élevés à l'entrée ; les questions de biosécurité ; la hausse des coûts des intrants résultant de l'affaiblissement de la monnaie locale ; la détérioration des infrastructures de marché, de logistique, de transformation et de recherche. D'ici à 2030, la hausse de la température devrait avoir entraîné une baisse des rendements agricoles dans de nombreuses régions. Grâce à son cadre stratégique pour une agriculture intelligente face au climat, l'Afrique du Sud visait à mettre en place un secteur agricole socialement inclusif, résilient aux changements climatiques, durable et très productif, et donc à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale. Elle comptait également renforcer sa capacité de définir et de mettre en œuvre une politique agricole fondée sur des données factuelles. Les principaux défis que l'Afrique du Sud entendait relever dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture étaient : le renforcement de la recherche, de la mise au point et du transfert de nouvelles technologies ; l'appui aux systèmes d'assurance agricole ; la mise au point de systèmes d'alerte précoce et de plans d'urgence efficaces. L'Afrique du Sud considérait qu'il importait également de renforcer les capacités de recenser et d'étudier les technologies d'adaptation.

22. Un représentant du Soudan du Sud a présenté le système d'agriculture pluviale du pays, où 87 % de la population dépendait de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture pour sa subsistance. Le pays avait connu un réchauffement notable de 0,4 °C par décennie au cours des trente dernières années et une diminution de 10 à 20 % des précipitations depuis le milieu des années 1970, auxquels s'ajoutait une variabilité croissante de la quantité annuelle des précipitations et de leur périodicité. Le Soudan du Sud mettait en œuvre une stratégie visant à renforcer la résilience climatique et à réduire les émissions de GES tout en augmentant la production alimentaire, les revenus ruraux, les possibilités d'investissement public et privé et l'accès aux marchés. L'objectif était de parvenir à la sécurité alimentaire d'ici à 2030. Le manque de ressources techniques et financières avait limité la capacité d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques et à des données climatiques et agricoles de faible qualité. Dans le même temps, le pays était confronté à d'autres problèmes, tels que les déplacements de population, le manque de participation des jeunes aux activités agricoles, le déclin économique et l'inflation. Le représentant a estimé qu'un certain nombre d'activités pourraient être promues dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour

l'agriculture, notamment : l'amélioration des informations climatiques, des systèmes d'alerte précoce et des outils de gestion des risques climatiques, y compris l'assurance des cultures et du bétail ; la facilitation de la coopération internationale et de l'investissement financier dans une action climatique prenant en compte la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques.

23. Un représentant de la Suisse a présenté un modèle d'optimisation du système alimentaire suisse dans le but de réduire au minimum les impacts environnementaux de l'approvisionnement alimentaire suisse. Le modèle comprenait 29 nutriments qui couvraient les besoins nutritionnels de la population et tenait compte des impacts environnementaux en Suisse, des processus en amont et des impacts environnementaux à l'étranger des aliments pour animaux et des denrées alimentaires importés en Suisse, mais pas de l'impact environnemental des exportations de denrées alimentaires, du commerce de détail, de la consommation, du stockage ou de la préparation. Selon le modèle, l'optimisation du système alimentaire passerait par une réduction notable du nombre total d'animaux dans le secteur de l'élevage, mais avec une augmentation de la production d'œufs et une légère intensification de la production de produits laitiers. Le représentant a souligné que les impacts environnementaux du système alimentaire pouvaient être réduits de plus de 50 %, principalement en diminuant les importations d'aliments pour animaux et de denrées alimentaires, et que des réductions supplémentaires pouvaient être obtenues en diminuant l'apport calorique et en évitant le gaspillage alimentaire. La Suisse n'avait pas encore décidé comment ce potentiel serait pris en compte dans sa stratégie climatique à long terme pour 2050, mais parmi les moyens d'action recensés figuraient l'accroissement de la cohérence des politiques, le renforcement de la résilience, l'accélération du changement, l'exploitation de nouvelles opportunités et l'investissement dans la recherche-développement.

C. Exposés des intervenants

24. Dans le cadre de la réunion-débat d'experts, des intervenants représentant des acteurs non étatiques ont répondu aux questions suivantes :

a) Quels sont les principaux obstacles à la réalisation d'une transformation de l'agriculture qui tienne compte de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole ?

b) Comment l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, les organes constitués au titre de la Convention et d'autres acteurs peuvent-ils contribuer à surmonter ces obstacles ?

25. Un représentant des ONG du monde des affaires et de l'industrie a souligné que les agriculteurs rencontraient de grandes difficultés à produire des aliments pour une population mondiale croissante tout en réduisant leur impact sur l'environnement et le climat. L'avenir de l'agriculture résidait dans une combinaison en constante évolution de systèmes qui devaient être adaptés aux conditions locales en fonction des besoins et des préférences des différents agriculteurs, tout en intégrant les connaissances traditionnelles aux pratiques scientifiques et en adoptant des approches paysagères. Le principal moyen de progresser et d'opérer une transformation positive dans l'agriculture était de veiller à ce que les agriculteurs aient accès au plus large éventail possible d'outils et de technologies pour faire face aux changements climatiques tout en préservant la sécurité alimentaire. Le représentant a ajouté que de nouveaux systèmes d'incitation pouvaient aider les agriculteurs à mettre en œuvre des pratiques durables en les récompensant pour leur contribution à la gestion des changements climatiques.

26. Un représentant des ONG de défense de l'environnement a expliqué que, dans le contexte des changements climatiques, l'agriculture se trouvait face à de nombreux problèmes socioéconomiques qui se recoupaient et qui touchaient certains groupes plus que d'autres. Les petits exploitants agricoles et les pauvres étaient les plus vulnérables car ils manquaient de ressources pour investir dans des stratégies d'adaptation et faire face aux chocs climatiques, aux pertes de revenus et aux prix élevés des denrées alimentaires. Considérant que l'agriculture industrialisée à grande échelle constituait un facteur clé des changements climatiques et de la vulnérabilité, de l'inégalité foncière et de l'insécurité

alimentaire, le représentant a estimé que l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture devrait faciliter le passage de l'agriculture industrielle à l'agroécologie grâce à des directives et des politiques qui soutiendraient ce processus ainsi qu'à des financements et des investissements adéquats. Il était possible notamment d'abandonner les subventions aux engrais azotés de synthèse et les infrastructures d'agriculture industrielle au profit de l'extension des pratiques agroécologiques, d'appuyer les services de vulgarisation et la formation en agroécologie qui tenaient compte des questions de genre, et de soutenir les marchés locaux et territoriaux. Les lignes directrices élaborées dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture devraient également prévoir que les pays où la production et/ou la consommation de bétail industriel par habitant étaient élevées mettent en œuvre des mesures visant à s'orienter vers des systèmes plus durables dans le domaine de la viande et trouvent des moyens d'agir sur la consommation et de promouvoir des changements de régime alimentaire. Elles devaient en outre encourager les gouvernements nationaux à promouvoir des processus d'élaboration des politiques qui soient participatifs, inclusifs et porteurs de transformation concernant les questions de genre au niveau communautaire, local et national.

27. Un représentant des agriculteurs et des ONG agricoles a expliqué que la production agricole, les moyens de subsistance et le bien-être économique des populations rurales, la santé des écosystèmes, ainsi que la sécurité alimentaire et la nutrition étaient étroitement liés, de plus en plus interdépendants et touchés par les changements climatiques. Les agriculteurs étaient des partenaires dont le rôle était essentiel pour atteindre des objectifs sociaux et économiques clés comme la réduction de la faim, la création d'emplois, la croissance économique dans les communautés rurales et la garantie de l'intégrité des sols, de l'eau, des forêts et des autres ressources écosystémiques. Parmi les processus et les actions prioritaires qui permettraient d'y parvenir figuraient l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de production agricole diversifiées et durables, adaptées à différentes géographies et cultures et à une grande variété de types et de tailles d'exploitations ; la création d'activités privées et l'élaboration de politiques publiques qui incitaient les marchés et les infrastructures de distribution des systèmes alimentaires à garantir l'accès des ménages à faible revenu à la nourriture ; l'adoption d'approches fondées sur des données factuelles et centrées sur les personnes ; l'accélération de l'intégration systémique de la recherche sur l'agriculture, l'alimentation et la nutrition dans les ODD ; la transformation, la modernisation et la diversification des réseaux d'information grâce à un renforcement des capacités, un échange de connaissances et des conseils impartiaux qui s'appuyaient sur les connaissances traditionnelles des agriculteurs. L'adaptation aux changements climatiques et la sécurité financière des agriculteurs étaient essentielles à la fois pour permettre aux agriculteurs d'accroître leurs moyens de subsistance et pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous.

28. Un représentant des ONG indépendantes et spécialisées dans la recherche a présenté les obstacles et les enjeux socioéconomiques recensés dans une enquête menée par l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face aux changements climatiques. Premièrement, les agriculteurs manquaient d'informations sur la manière dont les changements climatiques toucheraient leur région et leurs systèmes de production. Les services de vulgarisation, les conseillers et les agriculteurs avaient besoin d'informations météorologiques et climatiques précises, assorties de prévisions mensuelles et saisonnières. En outre, des informations plus précises sur la manière de mettre en œuvre des pratiques intelligentes sur le plan climatique devaient être diffusées directement auprès des agriculteurs. Deuxièmement, les objectifs mondiaux pour une agriculture intelligente face aux changements climatiques n'étaient pas intégrés dans les politiques nationales ou les programmes locaux, tandis que les politiques nationales n'étaient pas mises en œuvre au niveau local. L'accent n'était pas non plus suffisamment mis sur les questions ayant trait au genre, à la jeunesse, à l'occupation des terres et aux petites exploitations familiales. Troisièmement, le manque de financements et d'incitations était le principal obstacle à l'adoption par les agriculteurs de pratiques d'atténuation et d'adaptation. Le représentant a estimé que, dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, les liens entre la petite agriculture familiale, les services écosystémiques, les forêts et les paysages devraient être évalués. Les Parties sont encouragées à élaborer des plans et des politiques qui soient intelligents du point de vue climatique pour réaliser les objectifs d'atténuation ou d'adaptation liés à l'agriculture dans

leurs contributions déterminées au niveau national. Elles ont recensé les mécanismes à renforcer afin de fournir un soutien et des investissements plus importants aux pays en développement pour la mise en œuvre de leurs plans et projets intelligents du point de vue climatique, conformément à leurs contributions déterminées au niveau national.

29. L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes a fait une déclaration au nom des ONG syndicales. L'agriculture était le secteur où le travail des enfants était le plus répandu : 108 millions d'enfants dans le monde travaillaient dans l'agriculture et étaient donc privés d'éducation formelle et exposés à des risques sur leur lieu de travail. Les femmes qui étaient à la fois des travailleuses agricoles et les principales pourvoyeuses de soins au sein de la famille devaient faire face à des charges supplémentaires et souffraient davantage de la dégradation de l'environnement et de la détérioration de la sécurité alimentaire. Afin d'y remédier, l'Union internationale préconisait une approche fondée sur les droits pour tenir compte de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques, dans laquelle le droit à l'alimentation devait guider le passage à des pratiques agricoles respectueuses du climat. Les travailleurs agricoles et les petits exploitants devaient avoir leur mot à dire dans l'élaboration du changement et leurs représentants devaient jouer un rôle de premier plan dans la refonte du système alimentaire. Selon les ONG syndicales, le commerce des produits agricoles profitait actuellement aux sociétés agro-industrielles, tandis que les règles commerciales fixées par l'Organisation mondiale du commerce appauvrirent les petits agriculteurs et portaient atteinte au droit à l'alimentation. Selon l'Union internationale, l'agroécologie était nécessaire pour réduire les émissions et réformer le système alimentaire mondial afin de garantir le droit à l'alimentation. Les programmes de transition devaient comprendre une aide au revenu, un apprentissage et une formation aux pratiques durables dans l'industrie alimentaire, ainsi qu'une préparation à d'autres emplois dans la restauration de l'environnement et les soins communautaires.

30. Un représentant du collectif s'occupant des droits des femmes et des questions de genre a souligné que la prise en compte de la dimension socioéconomique des changements climatiques dans le secteur agricole nécessitait un examen rigoureux du rôle de l'inégalité, en particulier de l'inégalité entre les sexes, de la pauvreté et d'autres rapports de force déséquilibrés. La reconnaissance et le respect des droits d'occupation des terres et de gouvernance des communautés rurales, en particulier les droits des femmes à la terre, revêtaient une importance centrale en vue de garantir l'accès aux moyens de subsistance au niveau local et la souveraineté alimentaire. L'adaptation devrait largement prendre en compte les questions de genre dans le secteur de l'agriculture, et des lignes directrices générales relatives aux mesures à appliquer dans ce secteur devraient être élaborées dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, en mettant l'accent sur l'adaptation et en tenant compte de la manière dont les rapports de force déséquilibrés dans l'agriculture entravaient le développement de l'agriculture durable et de l'agroécologie. La production alimentaire à petite échelle souffrait de l'expansion d'un modèle industriel soutenu par des incitations perverses, notamment par l'appui des gouvernements aux accords de libre-échange qui avaient des répercussions négatives et genrées importantes sur les petits agriculteurs et les forêts. Le représentant a en outre expliqué qu'un changement de régime alimentaire – conduisant à une réduction de la demande de viande et de produits laitiers – serait bénéfique à la santé de la planète, des êtres humains et des autres animaux, et pourrait être obtenu en supprimant toutes les incitations juridiques, budgétaires, économiques et autres qui favorisaient la production animale non durable.

31. Un représentant des ONG de jeunes a expliqué que les pratiques agricoles néfastes, les monocultures industrielles, la déforestation et le changement d'affectation des terres étaient à l'origine de volumes notables d'émissions de GES. L'agriculture – en particulier les pratiques agricoles et les systèmes alimentaires des petits exploitants – était également gravement touchée par les effets des changements climatiques, tels que l'érosion des sols, la sécheresse, les catastrophes naturelles, les migrations forcées et les pertes économiques. Le représentant a formulé trois recommandations pour répondre à plusieurs enjeux clés liés à l'agriculture et aux changements climatiques. Premièrement, les principes d'équité au sein des générations et entre celles-ci, d'égalité des sexes, de participation des groupes vulnérables, de non-régression et de progression devaient être pris en considération. Les mesures adoptées dans le secteur agricole devaient être guidées par les droits à un système

climatique sûr, à l'alimentation et à un environnement sain. Deuxièmement, les décideurs devaient prendre en compte les questions liées à la nutrition, au développement des capacités, à la création d'emplois et à l'accès des jeunes à la terre et au financement. Ils devaient créer des opportunités de partage des connaissances et de participation véritable et directe des jeunes à la gestion des politiques. Troisièmement, les initiatives de transformation fondées sur les droits qui prenaient en compte la dimension socioéconomique de la production alimentaire devraient être étendues. Tous les agriculteurs et les jeunes ruraux devraient avoir les moyens d'effectuer une transition agroécologique équitable qui soit fondée sur les principes de l'économie circulaire et sur les chaînes de valeur courtes. En outre, les principales parties prenantes devaient être pleinement associées à la prise de décisions et à la mise en œuvre des changements dans l'agriculture.

D. Exposés sur les travaux menés par les organes constitués et les entités de financement

32. Sept experts ont présenté les travaux de l'organe ou organisation qu'ils représentaient en s'aidant des questions suivantes :

a) Quelle est l'expérience de votre pays dans la prise en compte de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole ?

b) Comment votre organe ou organisation aborde-t-il les retombées bénéfiques et les synergies avec des objectifs multiples dans la prise en compte de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole ?

c) Comment votre organe ou organisation aborde-t-il les objectifs et mesure-t-il les progrès accomplis dans la prise en compte de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole ?

d) Quelles sont les difficultés auxquelles votre organe ou organisation fait face pour prendre en compte la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole, et comment l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, les organes constitués au titre de la Convention et d'autres acteurs peuvent-ils aider à surmonter ces obstacles ?

33. Un représentant du Comité de l'adaptation a noté que même si ses travaux n'étaient pas propres à un secteur, certains étaient pertinents pour l'agriculture ; par exemple, son travail sur une diversification économique plus efficace, qui s'appuierait en particulier sur des informations scientifiques pour évaluer les besoins et étudier les options ou tirer parti des connaissances et de l'expérience locales. D'autres travaux sur l'agriculture et la sécurité alimentaire étaient menés dans le cadre du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements en 2021-2022, notamment un projet visant à combler les lacunes dans les connaissances sur les ressources en eau et sur l'agriculture. Dans le cadre de ses travaux visant à associer le secteur privé aux mesures d'adaptation, le Comité de l'adaptation a encouragé les acteurs du secteur agroalimentaire à participer à un atelier sur les changements climatiques¹⁵. Les travaux du Comité sur les liens entre atténuation et adaptation étaient également pertinents pour l'agriculture car ils portaient notamment sur les synergies à différents niveaux, tout comme ses travaux sur le suivi et l'évaluation, dans le cadre desquels avait notamment été récemment publié un document technique sur les approches permettant d'examiner les progrès globaux accomplis en vue de réaliser l'objectif mondial en matière d'adaptation¹⁶.

34. Un représentant du Fonds pour l'adaptation a présenté les projets relatifs à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, qui comptaient pour plus de 200 millions de dollars

¹⁵ Voir <https://unfccc.int/event/adaptation-committee-fostering-engagement-of-the-agri-food-sector-in-resilience-to-climate-change>.

¹⁶ Voir le document AC18/TP/5A du Comité de l'adaptation, disponible à l'adresse <https://unfccc.int/documents/258955>.

des États-Unis dans le portefeuille du Fonds, dont le montant total s'élevait à 750 millions de dollars. Un financement avait été accordé à des mesures d'adaptation dans le domaine agricole telles que la mise en œuvre de technologies et de pratiques résilientes au climat ; l'utilisation de semences tolérantes à la sécheresse ; l'amélioration des systèmes d'irrigation, de la gestion durable des terres et de l'adaptation fondée sur les écosystèmes ; l'accès au financement et aux marchés ; la mise en place de systèmes d'alerte précoce. Les projets agricoles étaient souvent conçus pour comporter des contributions à la réalisation des ODD et de multiples retombées socioéconomiques positives, notamment concernant la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, le stockage du carbone, l'égalité des sexes, la croissance durable et l'emploi des jeunes. Le représentant a estimé que les résultats de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture devraient aider à surmonter les difficultés à prendre en compte la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur de l'agriculture, notamment en appelant l'attention sur la nécessité d'un financement accru et plus prévisible de l'adaptation.

35. Une coprésidente du Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones, dont le thème pour 2020 était l'alimentation et l'eau, a présenté la perspective holistique des peuples autochtones sur l'agriculture et la souveraineté alimentaire. Elle a souligné l'importance d'une approche fondée sur les droits qui s'appuyait sur les accords en vigueur, tels que la Déclaration d'Atitlán de 2002, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007 et la reconnaissance de leurs droits dans l'Accord de Paris, qui fixaient les normes minimales pour la survie, la dignité et le bien-être des peuples autochtones. Le représentant a souligné que les peuples autochtones devaient avoir des droits sur la terre, l'eau et les ressources, ainsi que sur le maintien et la transmission des connaissances traditionnelles et des pratiques scientifiques. Ils avaient également besoin d'une variété de cultures dont l'intégrité traditionnelle avait été préservée et qui n'étaient pas génétiquement modifiées, et qu'ils plantaient en fonction de leurs connaissances traditionnelles en matière de prévisions météorologiques. Sans la vitalité de la biodiversité et des écosystèmes, les peuples autochtones seraient incapables de préserver leur sécurité alimentaire : une augmentation de la température de seulement 2 °C leur ferait courir le risque de perdre leurs terres et leur patrimoine culturel et naturel et perturberait les pratiques culturelles inhérentes à leurs moyens de subsistance.

36. Un représentant du FVC a évoqué l'élaboration du guide sectoriel du FVC, qui définissait trois voies d'investissement pour soutenir la transformation de l'agriculture. La première voie favorisait une agriculture résiliente, ce qui était important pour les 2,4 milliards de personnes vivant sur 19 millions de km² de terres agricoles situées dans l'hémisphère Sud et menacées par les risques climatiques. Les activités clés menées dans ce domaine consistaient à améliorer les semences, les variétés de cultures et les races ; à diversifier les cultures, l'aquaculture et l'élevage ; à mettre au point des pratiques et technologies durables, les synergies avec les avantages de l'atténuation étant également importantes. La deuxième voie permettait de fournir des services de conseil et de gestion des risques fondés sur la connaissance du climat, en particulier les informations climatiques et les systèmes d'alerte précoce ; de mettre en place des mécanismes efficaces de diffusion qui facilitaient les relations personnelles et la communication multidirectionnelle à faible coût ; de combler les lacunes des programmes de vulgarisation touchant les femmes, les jeunes, les petits exploitants et les groupes vulnérables ; d'acquérir des notions financières et de recourir à l'assurance indicielle. La troisième voie consistait à reconfigurer les systèmes alimentaires, en modifiant notamment la manière dont les aliments sont stockés, transportés, vendus et consommés ; à restructurer les chaînes d'approvisionnement, la vente au détail de produits alimentaires, la commercialisation et les achats ; à réduire les pertes et le gaspillage de nourriture ; à encourager les consommateurs à exiger des régimes alimentaires plus sûrs, plus sains et plus durables sur le plan environnemental ; à renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Ces trois voies d'investissement créaient une matrice d'activités agricoles lorsqu'elles étaient combinées aux quatre moteurs du changement de paradigme, à savoir : la planification et la programmation porteuses de transformation ; le pouvoir catalyseur de l'innovation climatique ; la mobilisation de ressources financières correspondantes ; le recours aux coalitions et aux connaissances pour diffuser les réalisations.

37. Un représentant du Fonds pour l'environnement mondial a présenté les différents programmes et projets agricoles. L'exposé s'est concentré sur le portefeuille de l'adaptation

aux changements climatiques du Fonds, notamment dans le cadre du Fonds pour les pays les moins avancés et du Fonds spécial pour les changements climatiques, près de 2 milliards de dollars de projets et programmes ayant été approuvés. S'agissant de l'adaptation, une aide était apportée dans les domaines suivants : collecte d'informations climatiques saisonnières ; diversification des moyens de subsistance ; appui aux espèces résilientes au climat ; adoption de méthodes et technologies de conservation de l'eau, de l'énergie et du sol ; autonomisation des femmes et des jeunes ; réduction des pertes après récolte ; amélioration des routes rurales dans l'optique de l'accès aux marchés ; mobilisation du secteur privé. Les retombées socioéconomiques positives des activités d'adaptation se manifestaient notamment par : des revenus plus élevés et plus stables ; des moyens de subsistance diversifiés produisant des revenus tout au long de l'année ; une meilleure santé et une meilleure nutrition des enfants ; une autonomisation des femmes. Les principaux problèmes mondiaux liés à l'adaptation dans le secteur agricole étaient l'augmentation de la productivité, la diminution du gaspillage de nourriture et la réduction des émissions de GES provenant de la chaîne de valeur alimentaire. Parmi les autres enjeux mondiaux figuraient la gestion de l'eau dans le contexte des changements climatiques ; la satisfaction de la demande d'énergie tout au long du cycle de vie des aliments grâce à une large diffusion des énergies renouvelables et une plus grande efficacité énergétique d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur ; la mise en œuvre des avancées technologiques visant à rendre les systèmes de production agricole « résistants aux changements climatiques » ; la forte mobilisation du secteur privé dans la mise au point et la diffusion de solutions innovantes. Au fil du temps, les projets agricoles inscrits aux portefeuilles du Fonds pour les pays les moins avancés et du Fonds spécial pour les changements climatiques ne mettaient plus presque exclusivement l'accent sur la production végétale mais s'intéressaient davantage aux chaînes de valeur alimentaires et aux débouchés que le secteur privé offrait aux produits de base fabriqués de manière durable.

38. Un représentant du CKI a expliqué que les travaux du forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre se concentraient sur les répercussions sociales et économiques. Le plan de travail du CKI englobait : la diversification et la transformation de l'économie ; la garantie d'une transition juste pour la population active et la création d'emplois qui soient décents et de qualité ; l'évaluation et l'analyse des impacts des mesures de riposte mises en œuvre ; la facilitation de l'élaboration d'outils et de méthodes permettant d'évaluer les impacts des mesures de riposte mises en œuvre. La CKI offrait une plateforme permettant de partager les informations, les expériences, les études de cas, les meilleures pratiques et les points de vue, ainsi que de faciliter l'évaluation et l'analyse de l'impact de la mise en œuvre des mesures de riposte. Lors de la troisième réunion du CKI, les experts ont fourni des contributions sur l'impact de la mise en œuvre des mesures de riposte liées à l'utilisation des terres et à la production alimentaire ; la promotion d'une agriculture intelligente face aux changements climatiques, l'agriculture biologique et la modernisation de l'agriculture avaient été considérées comme des approches susceptibles de maximiser les effets positifs des mesures de riposte. Le représentant a mis en évidence le potentiel d'interaction future entre le CKI et l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture.

39. Le représentant de la Banque mondiale a abordé la question de savoir comment nourrir 10 milliards de personnes sans utiliser davantage de terres tout en diminuant les émissions, en améliorant la résilience climatique et en réduisant la pauvreté. Les mesures adoptées devaient être aussi inclusives et axées sur la demande que possible pour répondre aux besoins économiques et sociaux des agriculteurs et devaient être étayées par une approche paysagère intégrée. Les mesures publiques d'appui à l'agriculture étaient souvent insuffisantes, ce qui aggravait le caractère non durable des systèmes alimentaires et gâchait l'occasion d'attirer des milliers de milliards d'investissements privés vers des pratiques durables. Parallèlement, les plateformes d'information pouvaient soutenir la mise en œuvre de projets pertinents en permettant d'accéder à des données agrométéorologiques à haute résolution. Le représentant a souligné cinq mesures considérées comme prioritaires dans ce contexte. Premièrement, il convenait de soutenir le renforcement institutionnel et la participation active des institutions afin de favoriser les transitions positives vers des approches intégrées et géospatiales. Deuxièmement, les outils qui pouvaient aider à définir les priorités contextuelles en matière d'investissement et de politique devaient être plus largement diffusés. Troisièmement, les discussions entre les pays sur les régimes de subventions devaient être facilitées afin d'étudier les possibilités de les réorienter au profit de résultats positifs en matière de climat,

de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance. Quatrièmement, il fallait s'assurer que les agriculteurs comprennent que l'agriculture intelligente face aux changements climatiques était financièrement avantageuse. Enfin, il convenait de soutenir et de promouvoir des systèmes de mesure, de notification et de vérification adaptés à l'objectif visé et susceptibles d'être utilisés pour investir de manière éclairée dans des interventions ayant des effets positifs sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

IV. Résumé des débats et perspectives

A. Résumé des débats

40. Les débats en plénière se sont articulés autour des trois questions suivantes :

a) Comment les organes constitués au titre de la Convention pourraient-ils être davantage impliqués et les synergies renforcées pour prendre en compte la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole ?

b) Quelles modalités seraient utiles pour mener des activités visant à prendre en compte la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole ?

c) Comment la prise en compte de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole est-elle liée à d'autres thèmes de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, et comment réaliser des synergies ?

1. Pratiques et approches

41. Il n'était pas facile de prendre en compte la dimension socioéconomique de l'agriculture et des changements climatiques et, comme l'avait souligné un participant à l'atelier, il fallait tenir compte du contexte, notamment des incidences des changements climatiques et des politiques connexes sur les revenus des agriculteurs, des effets des investissements, de la croissance économique globale et des facteurs démographiques. L'objectif devait être de prendre en compte les inégalités, l'injustice économique, l'écart entre les sexes, les droits des différents groupes et la création de revenus, tout en parvenant à une alimentation plus durable et plus nutritive pour tous, ce qui était particulièrement important lorsqu'un pays était confronté aux problèmes à la fois d'obésité et de faim. Un autre participant a ajouté que les voies et scénarios socioéconomiques divers mis au point par le GIEC prévoyaient des incidences différentes sur la sécurité alimentaire.

42. Tous les participants ont considéré la sécurité alimentaire comme une priorité essentielle. La lutte contre la faim et la pauvreté telle qu'elle était envisagée dans les ODD était contrariée par les effets attendus des changements climatiques sur les rendements, les pertes et préjudices et les moyens de subsistance. Compte tenu des causes profondes de l'insécurité alimentaire, il était particulièrement important de s'attacher à doter les agriculteurs et les communautés rurales des capacités, des outils, des technologies et des connaissances nécessaires pour dépasser l'objectif de subsistance et contribuer à la sécurité alimentaire des ménages agricoles et non agricoles. Des approches intégrées et diverses étaient nécessaires pour atteindre plusieurs ODD en même temps.

43. Plusieurs participants, notamment ceux représentant les pays en développement ou les pays les moins avancés, ont souligné que, compte tenu des énormes problèmes que les changements climatiques posaient à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, l'adaptation dans le secteur agricole était une priorité pour leurs pays. D'autres participants ont souligné la nécessité de se concentrer sur des solutions intégrées, qui étaient de plus en plus demandées. Plusieurs participants ont souligné que les pays en développement avaient particulièrement besoin d'une coopération et d'un appui internationaux à l'adaptation dans l'agriculture, notamment en matière de renforcement des capacités, de recherche, d'innovation et de technologie. En outre, la mesure et l'évaluation de l'adaptation revêtaient

une importance capitale pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris et la mobilisation de fonds.

44. Certaines études estimant que les systèmes alimentaires étaient responsables de 25 à 30 % du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre, les participants ont débattu de la possibilité ou de la nécessité pour le système alimentaire mondial d'atteindre des émissions nettes nulles. Il fallait concilier productivité rurale et réduction des émissions. Plusieurs participants ont souligné que l'objectif de l'Accord de Paris de limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels n'était pas réalisable s'il n'y avait pas des changements non seulement dans les systèmes alimentaires mais aussi dans tous les secteurs non alimentaires. Les options de réduction des émissions dans les différents secteurs pouvaient être combinées de différentes manières, ce qui impliquait que la contribution à l'atténuation qui était exigée de l'agriculture pouvait être différente.

45. Les changements climatiques avaient des répercussions négatives sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, qui se traduisaient notamment par les pertes et le gaspillage de nourriture. En réduisant ces pertes et ce gaspillage, on pouvait réduire les émissions de GES et accroître la disponibilité des denrées alimentaires. Un participant a estimé que les discussions menées dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture pourraient porter sur la manière de faciliter la conception et la mise en œuvre de solutions propres aux systèmes agricoles et aux conditions géographiques et climatiques. Toutefois, il a été souligné que mettre fin aux pertes et au gaspillage de nourriture était un objectif irréaliste.

46. Les participants ont compris quelle était la principale différence entre les approches progressives du changement et la transformation de l'agriculture en tant qu'objectif final. Pour transformer l'agriculture, des mesures progressives devaient être mises en œuvre en suivant de grands principes. Par exemple, les approches intégrées visant à réduire les externalités négatives de l'agriculture pouvaient contribuer à renforcer la durabilité et à réduire les coûts de production des agriculteurs.

47. Le rôle crucial des agriculteurs a été examiné, ainsi que les stratégies de communication visant à diffuser des informations sur l'agriculture et les changements climatiques auprès des agriculteurs et du grand public. Un participant a souligné que les agriculteurs devaient être associés à la prise de décisions et comprendre pourquoi le changement était nécessaire, quelle était la technologie pertinente et ce qui pouvait en être attendu, ainsi que l'importance de la durabilité et des liens entre l'agriculture et l'environnement. Un autre participant a souligné que la communication allait dans les deux sens : si les voix des agriculteurs devaient être entendues au niveau national, par exemple lors de la mise à jour des contributions déterminées au niveau national, de la même manière, toute réforme devait être correctement expliquée aux agriculteurs.

48. Les participants, en particulier ceux des pays les moins avancés, ont souligné la nécessité d'améliorer les services climatiques, comme il était indiqué dans le rapport spécial, notamment en renforçant les systèmes d'alerte précoce. Des informations précises devaient être données aux groupes vulnérables et aux institutions concernées afin de renforcer leur capacité de répondre aux urgences liées aux changements climatiques. Un expert a expliqué que les données manquaient et que l'incertitude s'était accrue sous l'effet de la pandémie de COVID-19 et de la réduction des vols qui en avait résulté, car les informations essentielles dont ces systèmes avaient besoin étaient collectées par des avions. Il a également été dit que certaines stations de données n'avaient pas été correctement entretenues pendant la pandémie.

49. Les participants ont souligné que la recherche était essentielle pour rendre l'agriculture plus résiliente tout en réduisant les émissions et en augmentant la productivité. Un participant a ajouté que la recherche agroécologique devait être renforcée, car plus de 90 % des travaux de recherche portaient encore sur le modèle agricole industriel. Un autre expert a ajouté que la recherche était assez efficace au niveau mondial, mais que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour que les résultats obtenus se traduisent en cadres et en projets aux niveaux national et local.

50. De nombreux participants ont souligné les multiples avantages que procurait l'agroécologie. C'était l'occasion rêvée pour les acteurs de l'action climatique de lancer de

nouvelles idées dans un secteur agricole traditionnellement conservateur, en adoptant des approches agroécologiques qui s'appuyaient sur les meilleures données scientifiques disponibles. D'autres participants ont préconisé une approche pragmatique qui permettrait aux agriculteurs recourant à des pratiques et des systèmes de production variés de faire face aux incertitudes causées par les changements climatiques, à des marchés en proie à l'instabilité et à des conditions sanitaires et sociales difficiles. La pandémie de COVID-19 a montré que toutes sortes d'innovations étaient nécessaires.

51. Les participants ont eu des avis divergents quant à l'utilité d'adopter une approche fondée sur les systèmes alimentaires pour se pencher sur l'agriculture et les changements climatiques. L'un d'eux a fait observer qu'une évaluation des systèmes alimentaires actuels pourrait être très utile pour la mise en œuvre de projets, mais qu'il devait être tenu compte de la diversité de ces systèmes. D'autres participants ont trouvé le concept difficile à appréhender et à appliquer, en particulier pour les pays en développement, et ont estimé qu'il serait nécessaire de préciser davantage les composantes de ces systèmes et leur concept global. Un participant a ajouté que la transformation, le transport et la consommation des aliments représentaient 30 % des émissions attribuées aux systèmes alimentaires, lesquelles ne devaient pas être imputées à tort aux activités agricoles dans le système alimentaire. En tout état de cause, l'examen des systèmes alimentaires dépassait le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture et de l'agriculture.

52. De nombreux participants ont fait valoir que le changement de régime alimentaire pouvait réduire les émissions et les externalités négatives, en particulier en entraînant une baisse de la demande de viande et de produits laitiers. D'autres participants ont mis en garde contre le fait qu'il ne s'agissait pas d'une préoccupation légitime pour la majorité de la population mondiale et qu'il ne s'agissait donc pas d'un sujet de discussion approprié, en particulier lorsqu'il y avait encore beaucoup de possibilités d'améliorer les pratiques et de réduire les émissions dans l'agriculture.

53. La contribution du commerce à l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale a été discutée, ainsi que son rôle crucial dans la répartition de la nourriture à travers le monde. Toutefois, comme les systèmes commerciaux étaient vulnérables aux extrêmes climatiques, il a été noté qu'une approche équilibrée du commerce était nécessaire, afin que les pays ne soient pas entièrement dépendants du commerce. Un participant a appelé la communauté internationale à se mettre d'accord sur la question de savoir si les pays en situation d'insécurité alimentaire devaient continuer à importer des denrées alimentaires ou renforcer leur propre capacité de produire des aliments. Un autre participant a demandé que l'on cesse d'utiliser les restrictions au commerce alimentaire comme moyen de pression politique sur les pays.

2. Mesure et données

54. En examinant les modalités d'évaluation de la performance des systèmes alimentaires et des indicateurs connexes, un expert a souligné que les priorités et les objectifs des gouvernements, combinés aux dialogues et aux approches participatives multipartites, déterminaient le choix des indicateurs. Un indicateur différent pouvait être utilisé pour chaque dimension (par exemple, économique et sociale).

55. Des exemples précis ont été examinés dans le contexte de l'évaluation des arbitrages à faire, comme la mise en place ou non de monocultures à grande échelle, qui pouvaient augmenter les rendements mais appauvrieraient également la biodiversité. Les experts ont évoqué deux manières complémentaires de déterminer les critères du choix des politiques à adopter face à ces arbitrages, à savoir : améliorer les données au niveau national afin de mieux comprendre les aspects économiques, sociaux et environnementaux des systèmes alimentaires propres à un pays donné ; associer les parties prenantes dans le cadre d'approches participatives afin de mieux comprendre leurs besoins et leurs points de vue.

3. Appui

56. Plusieurs participants ont recensé comme besoins prioritaires l'efficacité de la mise en œuvre, l'action sur le terrain, l'appui direct aux agriculteurs et la fourniture de moyens de mise en œuvre. L'Action commune de Koronivia pour l'agriculture pourrait contribuer à

créer des conditions permettant de mobiliser des ressources à l'appui d'actions au niveau national, de renforcer les connaissances et les capacités, et de soutenir la création d'environnements favorables au niveau national et international et de politiques nationales de mise en œuvre, en tenant compte de la diversité des agroécosystèmes. Un expert a ajouté que les possibilités de réaliser des investissements innovants devaient être multipliées d'un bout à l'autre des chaînes de valeur agricoles afin d'accélérer la participation du public à l'agriculture et à l'agro-industrie.

57. Les participants ont considéré que l'agriculture et la sécurité alimentaire représentaient une part importante des portefeuilles de projets de nombreuses entités de financement et ont examiné la manière dont la coordination pourrait être améliorée. Les représentants de ces différentes entités ont mis en avant les efforts en cours visant à accroître la complémentarité et la cohérence. Ces efforts étaient utiles lorsqu'il s'agissait d'aider les pays à accéder aux sources de financement de l'action climatique provenant d'autres fonds. Le représentant du Fonds pour l'adaptation a pris note des travaux des entités d'accès direct contribuant au renforcement des capacités de concevoir des projets et d'accéder au financement de l'action climatique, ce qui pouvait accroître la complémentarité entre les fonds. Par exemple, le FVC pourrait transposer à plus grande échelle des petits projets qui avaient fait leurs preuves. Un participant a ajouté que des mécanismes de suivi du financement de l'action climatique devraient être mis au point afin de fournir des données complètes sur les dépenses liées au climat.

58. Il a été demandé aux entités de financement si elles donnaient la priorité à certains projets ou certaines régions du point de vue financier et comment elles s'assuraient de la complémentarité des fonds lorsqu'il existait une division claire entre le financement de l'adaptation et celui de l'atténuation. Le représentant du Fonds pour l'adaptation a expliqué que celui-ci allouait jusqu'à 10 millions de dollars à des projets d'adaptation dans les pays en développement ayant ratifié le Protocole de Kyoto, ainsi que quelques dons supplémentaires, notamment à la planification et à l'apprentissage. Le représentant du FVC a expliqué qu'il était difficile d'aller vers des approches synergiques étant donné que le mandat du Fonds était strict quant à la répartition égale des ressources entre l'atténuation et l'adaptation. Il existait également des obstacles techniques évidents, tels que la capacité insuffisante des concepteurs de projets d'adaptation de mesurer les avantages de l'atténuation. Le représentant du Fonds pour l'environnement mondial a fait état de difficultés similaires et a ajouté que les projets étaient examinés par un groupe scientifique afin de contrôler les incohérences susceptibles d'avoir des effets néfastes.

59. Le représentant du FVC a expliqué que les projets financés par des dons nécessitaient un cofinancement public d'un montant relativement élevé, par exemple sous la forme de programmes publics en cours, de soutien social et de programmes de formation pouvant être mis à profit. Il a été constaté que les pays les moins avancés, en particulier, rencontraient des difficultés à accéder aux financements, ce à quoi le représentant du FVC a répondu que d'autres possibilités de soutien étaient à l'étude, comme celle de négocier l'échange de la dette d'un pays contre le financement d'une action climatique nationale.

60. Les investissements du secteur privé étaient nécessaires pour transformer le secteur agricole, car les gouvernements ne pouvaient y parvenir seuls. Le secteur privé pouvait également contribuer aux projets ; par exemple, bien que l'information climatique soit une activité publique, le secteur privé pouvait participer à un plan de maintenance opérationnel permanent pour le pays, ce qui était également dans son propre intérêt. Cela étant, les participants ont examiné la question de savoir si la collaboration avec les institutions du secteur privé pouvait également constituer un obstacle, étant donné que ces institutions bénéficiaient souvent d'incitations perverses qui favorisaient les pratiques agricoles non durables.

61. Un participant a soulevé la question des incitations perverses qui, dans le secteur de l'élevage, favorisaient la déforestation, et celle des travaux de recherche qui montraient que les pays dépensaient souvent plus de 100 fois le montant qu'ils recevaient de l'étranger pour la conservation des forêts. Un expert a ajouté que le système alimentaire mondial enlevait de la valeur au lieu d'en ajouter, ce qui constituait un problème majeur auquel il fallait s'attaquer pour réussir la transformation de l'agriculture. D'autres participants ont jugé problématique le système des subventions agricoles et ont estimé nécessaire de le réformer. Les plateformes

et processus multipartites, où les représentants des autorités publiques, du secteur privé et des agriculteurs pouvaient se réunir pour trouver des solutions et la voie à suivre en tenant compte de la situation du pays, jouaient un rôle essentiel.

62. Plusieurs participants ont insisté sur la nécessité d'intégrer les questions socioéconomiques dans les mesures d'adaptation et d'atténuation. Un expert a ajouté qu'aider les gouvernements à réorienter l'aide publique pouvait avoir des effets socioéconomiques positifs si l'objectif était d'indemniser tous les agriculteurs, y compris les petits exploitants, au titre des services écosystémiques fournis. Un appui était également nécessaire pour améliorer les outils de gestion des risques climatiques, notamment les assurances pour le bétail et pour les cultures.

4. Coopération et partenariats

63. De nombreux participants ont préconisé de poursuivre le dialogue pour faciliter la coopération internationale et l'investissement financier dans une action climatique qui prenait en compte la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole. Bien que les besoins et les points de vue soient très diversifiés, les objectifs convergeaient clairement : le processus de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture devait continuer à aider les pays à comprendre et à mettre en œuvre des solutions pour faire face aux incidences des changements climatiques, en étroite coopération avec les organes constitués au titre de la Convention, les entités de financement et d'autres organisations. Il a été considéré que le meilleur moyen d'y parvenir était de créer un organe permanent chargé de coordonner les activités agricoles et les questions connexes à examiner dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture. Des participants ont souligné que les solutions disponibles étaient fragmentaires et dispersées, ce qui nécessitait une collaboration et une coordination pour mieux les faire connaître, éventuellement en transmettant des messages également à certains de ces organes. L'objectif devrait être de mieux utiliser les instruments disponibles en matière de coopération et de mise en œuvre.

B. Perspectives

64. Les agriculteurs étaient des partenaires essentiels dans la réalisation d'objectifs sociaux et économiques clés, tels que la réduction de la faim, la création d'emplois, la croissance économique dans les communautés rurales et la garantie de l'intégrité des sols, de l'eau, des forêts et des autres ressources écosystémiques. L'avenir de l'agriculture résidait dans une combinaison, en constante évolution, de systèmes qui devaient être adaptés aux conditions locales en fonction des besoins et des préférences des différents agriculteurs, tout en intégrant les connaissances traditionnelles aux pratiques scientifiques et en adoptant des approches paysagères. Cette tâche était particulièrement difficile en raison de la diversité des systèmes agricoles qui exigeaient une attention au niveau national et des indicateurs de mise en œuvre adaptés aux conditions climatiques et aux circonstances socioéconomiques régionales. Une compréhension approfondie de chacun de ces divers systèmes était nécessaire pour choisir les solutions agricoles et les indicateurs de mise en œuvre appropriés.

65. Il était essentiel de créer des environnements nationaux et internationaux propices à la transformation en un système agricole plus inclusif, plus durable et plus résilient au climat, et de tirer parti de tous les avantages en matière d'atténuation. Il était nécessaire de renforcer la résilience et d'internaliser les coûts cachés des externalités environnementales tout en récompensant les agriculteurs pour les services environnementaux positifs rendus. Le manque de fonds et d'incitations a été considéré comme le principal obstacle à l'adoption par les agriculteurs de pratiques d'atténuation et d'adaptation. Parmi les autres besoins fréquemment recensés figuraient la recherche, la mise au point et le transfert renforcés de technologies, des systèmes d'alerte précoce efficaces, des technologies de gestion de l'eau, de meilleures capacités de modélisation, ainsi que des plans d'urgence et une aide aux systèmes d'assurance agricole.

66. Les participants ont estimé que l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture pourrait promouvoir l'intégration des questions socioéconomiques dans la prise en compte de l'adaptation et de l'atténuation, notamment en évaluant les liens entre la petite agriculture familiale, les services écosystémiques, les forêts et les paysages. À cette fin, des lignes directrices générales pour l'action climatique dans le secteur agricole pourraient être élaborées dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, en tenant compte des rapports de force déséquilibrés dans l'agriculture. Les participants ont examiné la question de savoir si des messages concrets adressés aux entités de financement pourraient contribuer à créer les conditions permettant de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre d'actions au niveau national en tenant compte de la diversité des agroécosystèmes. Compte tenu de l'ampleur des enjeux liés aux changements climatiques et de l'importance de la sécurité alimentaire, les participants ont souligné la nécessité de poursuivre la recherche et le partage des connaissances sur les effets des changements climatiques et leurs incidences sur la dimension socioéconomique et sur la sécurité alimentaire.
